

CHAPITRE 1

Le foyer : dernier endroit où l'on croit encore aux mythes

Le foyer a très bonne réputation. C'est même sa plus grande escroquerie.

On le vend comme un refuge, une chaleur, une serrure enfin fermée contre le bruit du monde. Le lieu où l'on retire ses chaussures, son masque, son armure, ses obligations sociales, ses réponses polies et son sourire de survie. Le foyer serait l'endroit où l'on peut enfin baisser la garde. Une petite patrie privée, avec canapé, factures, vaisselle sale et promesse implicite de sécurité.

Mais la violence domestique commence précisément quand ce lieu cesse d'être un abri et devient une zone d'occupation.

Le problème, c'est que beaucoup de gens continuent à imaginer la violence conjugale comme une scène simple. Une gifle. Un coup. Un cri. Une porte qui claque. Un corps projeté contre un mur. Dans cette version appauvrie, la violence doit être visible, bruyante, photographiable. Elle doit laisser une trace nette, quelque chose qu'un médecin, un policier, un voisin ou un juge pourrait regarder sans trop se fatiguer. Le bleu devient alors la preuve reine, presque le tampon administratif de la souffrance. Pas de marque, pas de drame. Pas de sang, pas de dossier. Pas de fracture, pas de victime. Très pratique. Très faux.

La violence domestique ne se limite pas aux coups. Les coups peuvent être là, évidemment. Ils peuvent être graves, répétés, humiliants, dangereux. Mais ils ne sont pas toujours le centre de l'histoire. Parfois, ils arrivent tard. Parfois, ils n'arrivent jamais. Parfois, l'agresseur n'a même pas besoin de frapper, parce que le terrain a déjà été miné autrement. Il suffit d'un regard, d'une menace, d'un message, d'un silence calculé, d'un enfant utilisé comme otage affectif, d'un compte bancaire verrouillé, d'une réputation à détruire, d'un papier administratif retenu, d'une fausse accusation suggérée au bon moment. La violence n'a pas toujours besoin de poings. Elle a de l'imagination. Triste nouvelle pour ceux qui croyaient qu'elle se contentait de taper comme une brute sans stratégie.

Dans un couple, dans une famille, dans un foyer, la violence peut devenir une méthode lente. Elle isole d'abord. Elle coupe les liens, ridiculise les amis, fatigue les proches, transforme chaque sortie en discussion interminable, chaque appel en soupçon, chaque message en pièce à conviction. Elle ne dit pas forcément « je t'interdis de voir les autres ». Elle dit plutôt : « ils te manipulent », « ta famille me déteste », « tes amis ne respectent pas notre couple », « tu préfères leur parler à eux

plutôt qu'à moi ». Elle habille la cage avec des phrases de couple. C'est plus joli dans le salon.

Puis elle humilie. Pas forcément avec de grands cris. L'humiliation domestique peut être quotidienne, banale, presque routinière. Un homme peut être rabaisé sur son argent, son corps, son désir, son âge, sa virilité, son rôle de père, son travail, sa santé, sa sexualité, sa manière de parler, sa famille, ses origines, son accent, son handicap, ses médicaments, ses faiblesses anciennes. L'agresseur apprend vite les endroits sensibles. Le foyer offre une connaissance intime du corps et de l'histoire de l'autre. Il donne accès aux cicatrices. Il suffit ensuite d'appuyer dessus avec méthode.

La violence psychologique est souvent traitée comme une catégorie secondaire, parce qu'elle ne fait pas de bruit dans les statistiques rapides. Pourtant, elle peut être une destruction parfaitement organisée. Menacer de partir puis revenir. Menacer de se suicider pour retenir. Menacer de révéler des secrets. Réécrire les faits. Faire croire à l'autre qu'il exagère, qu'il est fou, paranoïaque, fragile, ingrat, instable. L'obliger à s'excuser de réactions provoquées. Le pousser à bout puis utiliser son épuisement comme preuve contre lui. C'est une mécanique de dépossession. À force, la victime ne sait plus seulement si elle est aimée ou détestée. Elle finit par douter de sa propre perception. Et quand un homme doute de lui dans une société qui lui a appris à ne jamais admettre sa confusion, le piège se referme avec une élégance de bourreau bien élevé.

La violence sexuelle faite aux hommes reste l'un des angles les plus mal regardés. Là encore, le mythe viril fait son travail de sabotage. Un homme serait toujours disponible. Un homme voudrait toujours. Un homme ne pourrait pas être contraint, forcé, humilié sexuellement, utilisé, menacé, moqué, exposé, filmé, privé de consentement. La société adore confondre désir masculin et disponibilité permanente. C'est commode. Cela permet d'ignorer ce qui dérange : un homme peut subir une pression sexuelle, une obligation, un chantage, une violence, une exploitation de son corps ou de son image intime. Il peut être menacé de diffusion de photos, de messages, de vidéos. Il peut être ridiculisé dans son refus. Il peut entendre que son non n'en est pas vraiment un, parce qu'un homme, paraît-il, ne refuse pas. Le viol des certitudes commence souvent avant celui des corps.

La violence économique, elle, avance avec des chiffres, des mots de passe, des cartes bancaires, des factures et des dépendances. Elle consiste à contrôler l'argent, surveiller les dépenses, confisquer des revenus, empêcher de travailler, ruiner le crédit, vider un compte, imposer des dettes, bloquer l'accès aux documents, utiliser le logement comme levier. Chez un homme, cette violence est souvent d'autant plus honteuse qu'elle attaque l'un des vieux piliers de la masculinité sociale : être capable de tenir financièrement. Quand un homme dit qu'il est contrôlé par l'argent, beaucoup entendent encore une anomalie. Comme si la domination économique ne pouvait aller que dans un sens. Comme si les comptes bancaires avaient un sexe.

La violence administrative est sa cousine plus froide. Elle ne crie pas, elle classe. Elle retient un passeport, un permis de séjour, des papiers d'identité, des documents médicaux, des preuves, des accès numériques, des codes, des contrats, des dossiers d'assurance, des papiers de divorce, des documents liés aux enfants. Elle est particulièrement puissante dans les couples où l'un dépend de l'autre pour le statut migratoire, la langue, le logement, l'accès au système local ou la compréhension du droit. L'homme migrant, expatrié, étranger ou socialement isolé peut se retrouver prisonnier d'une relation où partir signifie risquer de perdre son statut, son enfant, son toit ou sa capacité même à expliquer ce qu'il subit. La violence administrative est une violence de guichet transformée en laisse.

La violence numérique a ajouté une couche moderne à une vieille saloperie. Surveillance du téléphone, géolocalisation, contrôle des réseaux sociaux, accès forcé aux comptes, lecture des messages, usurpation d'identité, menaces de diffusion intime, campagnes de réputation, harcèlement par messagerie, faux profils, captures d'écran gardées comme munitions. Le foyer ne s'arrête plus à la porte. Il tient dans la poche. On peut être surveillé dans le métro, au travail, chez un ami, à l'hôtel, dans une autre ville. Le contrôle a découvert le cloud, et comme souvent, l'époque a appelé cela connexion.

La violence parentale, dans le contexte conjugal, est l'une des plus cruelles. Elle utilise les enfants comme levier, comme messagers, comme témoins, comme boucliers, comme instruments de chantage. « Tu ne les verras plus. » « Ils sauront ce que tu m'as fait. » « Je vais leur dire qui tu es. » « Personne ne croira qu'un père comme toi peut les protéger. » Pour beaucoup d'hommes victimes, la peur

de perdre leurs enfants est plus forte que la peur des coups. Ils restent non parce qu'ils aiment souffrir, fantasme imbécile souvent servi aux victimes en général, mais parce que partir peut signifier abandonner le seul lien qu'ils veulent sauver. La violence sait très bien parler le langage de l'amour parental. Elle le parle avec une bouche pleine de poison.

La violence sociale complète le dispositif. Elle détruit la réputation, prépare le terrain, raconte l'histoire avant que la victime ne puisse parler. Elle transforme l'homme en coupable plausible, en conjoint instable, en père dangereux, en manipulateur, en lâche, en fou, en violent potentiel. Dans une société où l'homme est déjà souvent imaginé comme agresseur par défaut, cette violence trouve un terrain fertile. Il suffit parfois d'insinuer. Le soupçon travaille ensuite tout seul, comme un petit fonctionnaire du désastre.

C'est pour cela que la phrase « pourquoi il ne part pas ? » est si pauvre. Elle suppose qu'un foyer violent est une pièce avec une porte ouverte. Or la violence domestique est souvent un système de portes. Certaines sont verrouillées par l'argent. D'autres par les enfants. D'autres par la honte. D'autres par la police que l'on n'ose pas appeler. D'autres par le droit que l'on ne comprend pas. D'autres par la famille qui rira ou minimisera. D'autres par la peur d'être accusé à son tour. D'autres encore par cette vieille injonction imbécile : un homme doit gérer.

Dans plusieurs pays, les définitions officielles de la violence intime entre partenaires reconnaissent désormais des formes multiples : physiques, sexuelles, psychologiques, économiques, coercitives, parfois numériques. Aux États-Unis, les autorités sanitaires incluent dans l'intimate partner violence la violence physique, la violence sexuelle, le stalking et l'agression psychologique, avec l'idée centrale de préjudice ou de contrôle. Au Royaume-Uni, le droit a progressivement intégré la notion de contrôle coercitif, cette violence qui ne repose pas seulement sur l'événement brutal mais sur le motif répété, la stratégie, la prise de pouvoir. En Australie, les organismes publics décrivent la violence familiale et domestique comme un ensemble de comportements pouvant toucher les partenaires, les enfants, les proches, les aidants ou les cohabitants, avec une place centrale donnée au contrôle coercitif. Ces définitions sont utiles parce qu'elles arrachent la violence domestique à l'imagerie primitive de la bagarre conjugale. Elles rappellent que le problème

n'est pas seulement de savoir qui a frappé. Le problème est de savoir qui contrôle, qui terrorise, qui enferme, qui détruit la liberté de l'autre.

Mais une définition officielle ne suffit pas. Le papier peut être plus intelligent que la pratique. Un État peut écrire que les victimes sont protégées sans que les guichets, les policiers, les médecins, les juges, les travailleurs sociaux, les campagnes publiques et les refuges sachent réellement quoi faire d'un homme terrorisé chez lui. C'est souvent là que le décor se fissure. La loi peut reconnaître toutes les victimes, pendant que la culture continue à n'en imaginer qu'une partie.

La France offre un exemple parlant. Les violences conjugales enregistrées par les services de sécurité y montrent une réalité majoritairement féminine du côté des victimes déclarées, ce qui doit être nommé clairement. Mais ces mêmes données montrent aussi que les hommes ne sont pas absents. Ils apparaissent dans les chiffres, même si l'espace public parle d'eux avec une voix basse, presque gênée. Les données françaises rappellent aussi que les violences enregistrées ne disent pas toute la réalité : toutes les victimes ne portent pas plainte, et la sous-déclaration demeure massive. Si cela vaut pour les femmes, dont la parole reste encore trop souvent mal accueillie malgré des décennies de lutte, cela vaut aussi pour les hommes, avec une difficulté supplémentaire : beaucoup ne savent même pas s'ils seront reçus comme victimes ou comme absurdités ambulantes.

Au Royaume-Uni, les données policières récentes d'Angleterre et du pays de Galles indiquent que les hommes représentent une part significative des victimes de crimes liés aux violences domestiques enregistrés par la police, tout en restant nettement moins nombreux que les femmes. Cette asymétrie est importante. Elle interdit deux erreurs : nier les hommes parce qu'ils sont minoritaires, et effacer les femmes parce que les hommes existent aussi. Une société capable de compter jusqu'à deux devrait pouvoir y arriver. Apparemment, c'est encore trop ambitieux pour certains débats publics.

Au Canada, les données policières sur la violence entre partenaires intimes montrent également une majorité de victimes féminines, mais aussi des victimes masculines réelles, enregistrées, comptées, présentes. Le Canada est intéressant parce qu'il produit des données relativement structurées et parce que le débat public y est traversé par la question des violences fondées sur le genre, des réalités autochtones, des violences rurales, des services territoriaux et des ressources

disponibles. Là encore, les hommes victimes ne disparaissent pas parce qu'ils ne sont pas majoritaires. Ils posent plutôt une question très concrète : que fait-on d'une minorité de victimes quand elle ne correspond pas à l'image politique la plus mobilisable ?

Aux États-Unis, les enquêtes sanitaires nationales montrent depuis longtemps que des hommes déclarent avoir subi de la violence physique, sexuelle, du stalking ou des agressions psychologiques de la part d'un partenaire intime au cours de leur vie. Le débat américain a pourtant une capacité presque industrielle à transformer toute nuance en guerre culturelle. Nommer les hommes victimes peut y devenir, selon le camp qui s'en empare, soit une donnée de santé publique, soit une provocation, soit un argument antiféministe, soit une preuve de complot idéologique. Le pays a inventé le fast-food mental avec un talent rare : on prend un sujet complexe, on le frit dans la polarisation, on le sert avec supplément rage.

L'Australie montre un autre enjeu : celui des définitions larges et des catégories de violence. Les données nationales y distinguent notamment les violences physiques ou sexuelles, les violences émotionnelles et les violences économiques dans les expériences de violence par partenaire. Cette distinction est essentielle. Elle permet de comprendre que l'emprise ne se limite pas à l'agression visible. Une personne peut être économiquement détruite sans être frappée. Elle peut être émotionnellement captive sans avoir une marque sur le visage. Elle peut vivre sous contrôle sans jamais pouvoir pointer un seul événement spectaculaire. La violence domestique aime les systèmes où chaque pièce semble petite séparément. C'est l'ensemble qui forme la cage.

En Inde, le sujet devient encore plus chargé. Les lois et les politiques publiques de lutte contre la violence domestique ont été construites dans un contexte où les violences faites aux femmes sont massives, historiques, et liées à des rapports familiaux, sociaux et économiques spécifiques. Il serait indécent de faire comme si cette réalité n'existait pas. Mais cela n'épuise pas la question. Des travaux indiens ont aussi abordé les violences physiques subies par des maris et appelé à une réflexion sur l'inclusivité des lois et programmes. Ce n'est pas une invitation à nier les femmes victimes. C'est une invitation à regarder ce que le droit ne voit pas quand il fige trop vite les rôles. Dans une société où le mariage peut impliquer la

belle-famille, l'honneur, la dot, la pression communautaire, la dépendance économique et le regard du voisinage, la violence conjugale ne tient pas toujours dans un duel simple entre deux individus. Parfois, toute la famille tient le couteau par le manche.

Au Japon, la question du silence prend une autre forme. La honte, la retenue, la peur de déranger, le souci de préserver la face, la difficulté à exposer la violence intime hors du foyer peuvent rendre la demande d'aide particulièrement difficile. Les services officiels existent, avec des dispositifs de consultation pour les victimes de violences conjugales, y compris des accès multilingues. Mais l'existence d'un service ne suffit jamais à garantir qu'une victime masculine s'y reconnaisse. Un numéro peut être ouvert vingt-quatre heures sur vingt-quatre ; encore faut-il que l'homme qui souffre pense avoir le droit d'appeler. Le plus grand obstacle n'est pas toujours l'absence de porte. C'est parfois la conviction intime qu'elle n'a pas été construite pour soi.

En Afrique du Sud, le débat public sur les violences domestiques s'inscrit dans un contexte national très lourd de violences basées sur le genre, de violences sexuelles et de féminicides. Là encore, toute analyse sérieuse doit garder cette réalité au centre. Mais dans un tel contexte, parler des hommes victimes devient encore plus délicat : le risque de récupération est élevé, le risque de minimisation des femmes aussi, et pourtant le silence masculin ne disparaît pas par politesse envers la gravité du reste. Les sociétés marquées par des crises massives de violence ont parfois tendance à concentrer le langage public sur les formes les plus visibles, les plus meurtrières, les plus politiquement urgentes. C'est compréhensible. Ce n'est pas suffisant. Les victimes qui ne rentrent pas dans la priorité officielle ne cessent pas d'exister. Elles apprennent seulement à souffrir hors champ.

Il faut donc tenir une ligne difficile. Les hommes sont, dans la plupart des données disponibles, moins souvent identifiés comme victimes de violences domestiques que les femmes, notamment pour les formes graves, sexuelles ou létales. Cela doit être dit. Le nier serait intellectuellement sale. Mais il faut dire l'autre moitié de la phrase : moins souvent ne veut pas dire jamais ; moins visible ne veut pas dire faux ; moins prioritaire dans les politiques publiques ne veut pas dire négligeable dans les vies humaines.

La violence conjugale n'est pas une médaille distribuée selon le mérite statistique. Ce n'est pas parce qu'un groupe est davantage touché qu'un autre groupe n'a pas le droit d'être protégé. On ne soigne pas les brûlés uniquement quand ils représentent la majorité du service. On ne refuse pas une ambulance à une personne écrasée parce qu'un autre accident, plus massif, a eu lieu ailleurs. Il devrait être possible de reconnaître les violences faites aux femmes comme une réalité majeure et structurelle, tout en reconnaissant que des hommes, eux aussi, peuvent être enfermés, contrôlés, humiliés, frappés, violés, ruinés, menacés, détruits.

Ce chapitre commence donc par une clarification indispensable : parler des hommes victimes impose d'élargir la définition de la violence domestique. Sans cela, on ne verra que les cas les plus visibles, les plus spectaculaires, les plus faciles à défendre. Or beaucoup d'hommes victimes vivent précisément dans des violences difficiles à raconter sans passer pour faibles, ridicules, suspects ou coupables. Ils subissent des formes de domination que la société sait nommer quand elles touchent d'autres victimes, mais qu'elle peine encore à reconnaître quand elles touchent un homme.

Contrôler l'argent d'un homme, c'est une violence. Le menacer de ne plus voir ses enfants, c'est une violence. L'humilier sexuellement, c'est une violence. Le surveiller numériquement, c'est une violence. Le pousser à l'isolement, c'est une violence. Retenir ses papiers, c'est une violence. Détruire sa réputation avant qu'il puisse parler, c'est une violence. Le menacer d'accusations pour le faire taire, c'est une violence. Rire de sa peur, c'est une violence sociale ajoutée à la première. Le problème n'est pas de savoir si ces violences ressemblent assez à l'image que l'on attendait. Le problème est qu'elles détruisent une personne.

Le foyer est le dernier endroit où l'on croit encore aux mythes parce que l'intimité donne à la violence un costume respectable. De l'extérieur, on voit un couple, une famille, une maison, des enfants, un quotidien, des photos, des anniversaires, des courses, des vacances ratées comme tout le monde. On ne voit pas toujours la négociation permanente avec la peur. On ne voit pas l'homme qui vérifie son téléphone avant de rentrer. On ne voit pas celui qui calcule ses mots. On ne voit pas celui qui dort mal, qui ment à ses collègues, qui invente une chute, qui évite ses amis, qui se tait devant ses enfants, qui efface des messages, qui ne sait plus s'il doit partir ou rester, parler ou disparaître.

La violence domestique est un système de destruction intime. Elle ne commence pas toujours par une scène. Elle ne finit pas toujours par une plainte. Elle peut vivre longtemps dans l'espace entre ce qui se passe et ce qui peut être dit.

Et quand la victime est un homme, cet espace devient souvent un gouffre.

Le premier travail de ce livre sera donc de refuser la paresse. Refuser l'idée que la violence conjugale se résume aux coups. Refuser l'idée qu'un homme fort ne peut pas être victime. Refuser l'idée qu'une victime minoritaire est une victime secondaire. Refuser l'idée qu'il faudrait choisir entre protéger les femmes et reconnaître les hommes. Refuser surtout cette vieille manie sociale qui consiste à attendre qu'une victime ressemble à l'affiche avant de lui ouvrir la porte.

Le foyer peut être un refuge. Il peut aussi être une prison avec des rideaux assortis.

Et dans cette prison-là, certains hommes apprennent très tôt que le monde ne les entendra peut-être pas crier, parce qu'il n'a jamais vraiment imaginé qu'ils puissent avoir peur.